

# Qu'est ce que l'UNESCO?

- Agence des Nations unies chargée de la coopération internationale dans les domaines de l'éducation, de la communication et de l'information, des sciences (humaines et naturelles),
- Créée le 16 novembre 1945, 193 États membres représentant tous les continents de la planète
- 11 États associés (territoires ou groupes de territoires qui ne sont pas responsables de la conduite de leurs relations internationales)
- Réseau des Commissions nationales pour l'UNESCO
- Liens avec les ONG
- Siège à Paris, France, et Bureaux sur le terrain dans plus de 50 pays couvrant toutes les régions du monde de l'UNESCO







United Nations  
Educational, Scientific and  
Cultural Organization



UNESCO headquarters, Paris. Photo credit : ©  
UNESCO/Michel Ravassard.



# UNESCO: Ou intervenons nous?

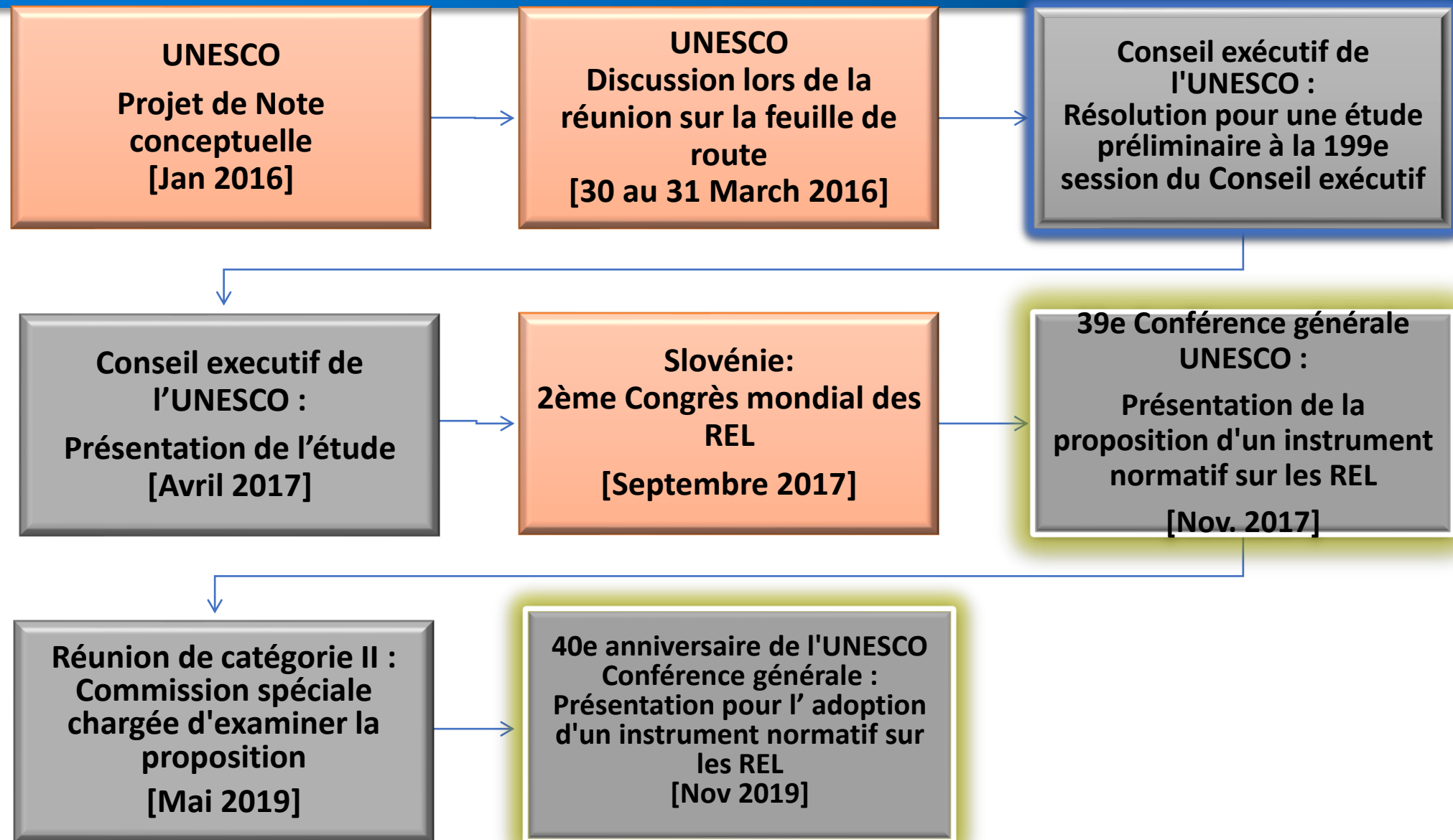


- La Déclaration universelle des droits de l'homme proclame que toute personne a des droits fondamentaux inaliénables et des libertés fondamentales, dont le **droit de recevoir et de répandre des informations** et des idées par tout moyen et sans considération de frontières (**article 19**) et le **droit à l'éducation (article 26)**.
- L'engagement constitutionnel de l'UNESCO en faveur du "libre échange des idées et des connaissances" soutient le partage des connaissances à travers les technologies.

# Qu'est ce qu'une Recommandation de l'UNESCO

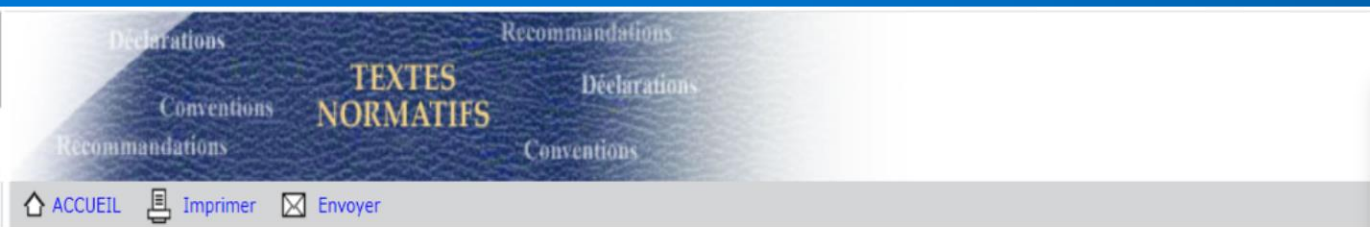
- Instruments normatifs de l'UNESCO : Conventions, Recommandations, Déclarations    Recommandation :
- Elle fournit des recommandations aux États membres de l'UNESCO sur les mesures qui pourraient être prises dans un domaine donné, et invite les États membres à faire régulièrement rapport sur ces mesures
- Une recommandation présente la souplesse nécessaire pour être rapidement adaptée à l'évolution technologique constante des REL

# Processus d'adoption de la Recommandation de l'UNESCO sur les REL





## La Recommandation de l'UNESCO sur les REL



### Recommandation sur les ressources éducatives libres (REL)

25 novembre 2019

Suivi

UNESDOC - (PDF) Anglais - Français - Espagnol - Russe - Chinois - Arabe

## Préambule

Rappelant qu'il est affirmé dans le Préambule de l'Acte constitutif de l'UNESCO que « la dignité de l'homme exigeant la diffusion de la culture et l'éducation de tous en vue de la justice, de la liberté et de la paix, il y a là, pour toutes les nations, des devoirs sacrés à remplir dans un esprit de mutuelle assistance »,

Reconnaissant le rôle important de l'UNESCO dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) ainsi que dans la mise en œuvre des décisions adoptées à cet égard par sa Conférence générale,


Rappelant également l'article premier de l'Acte constitutif de l'UNESCO, qui assigne à l'Organisation, entre autres tâches, celle de recommander « tels accords internationaux qu'elle juge utiles pour faciliter la libre circulation des idées, par le mot et par l'image »,

Affirmant les principes inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui stipule que tous les individus ont des droits, des devoirs et des libertés fondamentales, dont le droit de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit (article 19), le droit à l'éducation (article 26), le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent et le droit de chacun à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur (article 27),

Affirmant également les principes formulés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (2007), qui reconnaît aux peuples autochtones le droit d'élaborer des lois nationales et de mettre en œuvre des politiques nationales,

Prenant note de l'article 24 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (2006), qui reconnaît le droit des personnes handicapées à l'éducation, et des principes énoncés dans la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (1960),

Se référant à la recommandation relative à la promotion du multilinguisme et l'accès universel à l'information dans le cyberspace adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 32e session en 2003,

PAR TYPE	Recommandations adoptées par la Conférence générale de l'UNESCO
Conventions	
Recommandations	Pour en savoir plus sur les recommandations: <a href="#">Introduction générale aux textes normatifs de l'UNESCO</a>
Déclarations	
PAR THEME	<b>Instruments normatifs</b>
Education	<a href="#">Recommandation sur les ressources éducatives libres (REL)</a> 25 novembre 2019 <a href="#">Continuer</a>
Sciences naturelles	<a href="#">Recommandation concernant la science et les chercheurs scientifiques</a> 13 novembre 2017 <a href="#">Continuer</a>
Sciences sociales et humaines	
Culture	<a href="#">Recommandation sur l'apprentissage et l'éducation des adultes</a> 13 novembre 2015 <a href="#">Continuer</a>
Communication	
et Information	<a href="#">Recommandation concernant l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP)</a> 13 novembre 2015 <a href="#">Continuer</a>
Divers	
PAR REGION / PAYS	<a href="#">Recommandation concernant la protection et la promotion des musées et des collections, de leur diversité et de leur rôle dans la société</a> 17 novembre 2015 <a href="#">Continuer</a>
	<a href="#">Recommandation concernant la préservation et l'accessibilité du patrimoine documentaire, y compris le patrimoine numérique</a> 17 novembre 2015 <a href="#">Continuer</a>
Afrique	<a href="#">Recommandation concernant le paysage urbain historique, y compris un glossaire de définitions</a> 10 novembre 2011 <a href="#">Continuer</a>
Etats arabes	
Asie/Pacifique	<a href="#">Recommandation sur la promotion et l'usage du multilinguisme et l'accès universel au cyberspace</a> 15 octobre 2003 <a href="#">Continuer</a>
Europe/Amérique du Nord	<a href="#">Recommandation concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur</a> 11 novembre 1997 <a href="#">Continuer</a>
Amérique latine/Caraïbes	<a href="#">Recommandation sur la reconnaissance des études et des titres de l'enseignement supérieur</a> 13 novembre 1993 <a href="#">Continuer</a>
	<a href="#">Recommandation sur la sauvegarde de la culture traditionnelle et populaire</a> 15 novembre 1989 <a href="#">Continuer</a>

## Definition et champs d'application

1. Les ressources éducatives libres (REL) sont des matériels d'apprentissage, d'enseignement, et de recherche sur tout format et support, relevant du domaine public ou bien protégés par le droit d'auteur et publiés sous licence ouverte, qui autorisent leur consultation, leur réutilisation, leur utilisation à d'autres fins, leur adaptation et leur redistribution gratuites par d'autres.

2. Une licence ouverte est une licence qui respecte les droits de propriété intellectuelle de son titulaire et accorde au public des autorisations de consulter, de réutiliser, d'utiliser à d'autres fins, d'adapter et de redistribuer les matériels éducatifs.

## Parties prenantes

les enseignants, les éducateurs, les apprenants, les organismes gouvernementaux, les parents, les établissements d'enseignement et les prestataires de services éducatifs, le personnel d'appui à l'éducation, les formateurs d'enseignants, les responsables des politiques éducatives, les institutions culturelles (bibliothèques, archives et musées) et leurs utilisateurs, les fournisseurs d'infrastructures des technologies de l'information et de la communication (TIC), les chercheurs, les instituts de recherche, les organisations de la société civile (notamment les associations professionnelles et étudiantes), les éditeurs, les secteurs public et privé, les organisations intergouvernementales, les titulaires de droits d'auteur et les auteurs, les médias et les groupes de radiodiffusion ainsi que les organismes de financement.



## 5. Faciliter la coopération internationale

1. Renforcement des capacités pour créer l'accès, utiliser, adapter et redistribuer les REL

2. Développer des politiques de soutien

3. Garantir un accès inclusif et équitable à des REL de qualité

4. Développer des modèles de durabilité

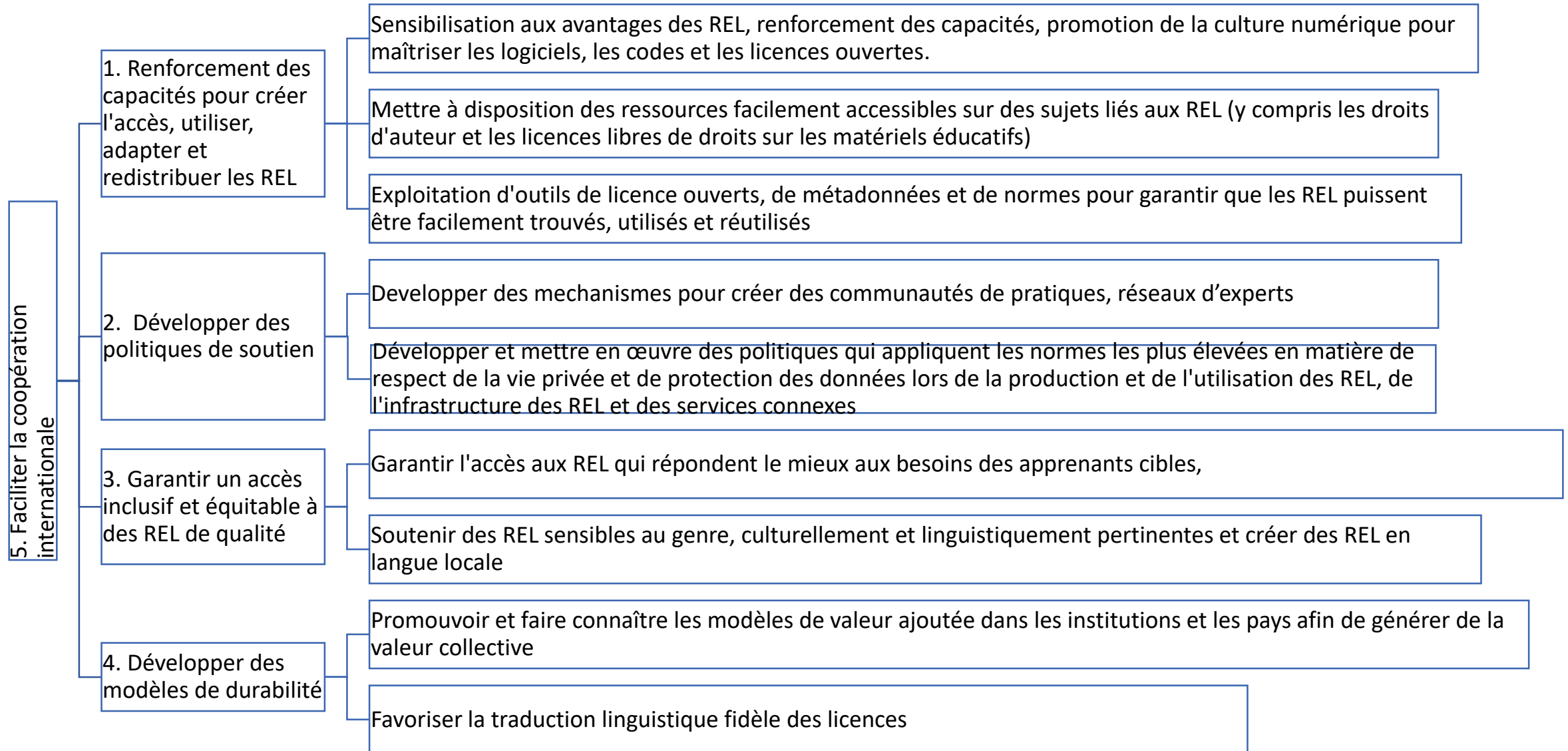
## Coalition dynamique

Un mécanisme de soutien à la mise en œuvre de la recommandation sur les REL par :

- a) Exploiter les mécanismes et cadres de collaboration (inter) régionale pour soutenir les efforts en matière de REL
- B) Création et maintien de réseaux de pairs / communautés de pratiques
- c) Établir et identifier des mécanismes de sensibilisation et de partenariat pour la mobilisation des ressources afin de promouvoir et de renforcer les efforts en matière de REL

Exemples:

- ☐ Appui au renforcement de capacités regional/ developement de politiques
- ☐ Production d'outil de renforcement des capacités
- ☐ Identification et exploitation de synergies - initiatives internationales
- ☐ Favoriser la communication entre et sur les initiatives REL



# Appel à une action commune : Soutenir l'apprentissage et le partage des connaissances par le biais des REL

La pandémie mondiale de Covid-19 a perturbé l'apprentissage et le partage des connaissances dans le monde entier, atteignant son point culminant avec 1,57 milliard d'apprenants dans 191 pays.

Dans ce contexte sans précédent, les ressources éducatives ouvertes (REL) représentent un moyen essentiel pour soutenir la poursuite de l'apprentissage dans des cadres tant formels qu'informels. Il est donc plus que jamais essentiel que la communauté mondiale se réunisse maintenant pour favoriser l'accès universel à l'information et au savoir par le biais des REL.

Notre action commune vise à gérer les défis de cette "crise pandémique" et de celles à venir pour les apprenants, ainsi qu'à jeter les bases d'une intégration systématique des meilleures pratiques pour accroître le partage des connaissances pour le futur de l'apprentissage post-Covid-19.

<https://fr.unesco.org/themes/building-knowledge-societies/oer/dynamic-coalition>



# Thank you

Learn more: [unesco.org](https://unesco.org)

 @UNESCO

*For more information please contact:*

Zeynep Varoglu  
[z.varoglu@unesco.org](mailto:z.varoglu@unesco.org)

Zeynep Varoglu  
Programme Specialist  
Digital Innovations and Transformations Section  
Communication and Information Sector  
UNESCO





United Nations  
Educational, Scientific and  
Cultural Organization

# Q&A

